

Une junte militaire annonce avoir pris le pouvoir au Mali

@rib News, 22/03/2012 â€“ Sourceâ€” Reuters Des militaires mutinÃ©s au Mali sont apparus tÃ¢t jeudi Ã la tÃ©lÃ©vision nationale pour annoncer qu'Amadou Toumani TourÃ© n'Ã©tait plus chef de l'Etat et qu'ils s'Ã©taient emparÃ©s du pouvoir du fait de l'incapacitÃ© des autoritÃ©s Ã mater la rÃ©bellion touarÃ©gue dans le Nord du pays. Ils ont ajoutÃ© que les institutions Ã©taient dissoutes, que la Constitution Ã©tait suspendue et qu'ils remettraient le pouvoir Ã un nouveau gouvernement dÃ©mocratiquement Ã©lu, cela, ont-ils soulignÃ©, dÃ¢s que le pays serait rÃ©unifiÃ© et que son intÃ©gritÃ© ne serait plus menacÃ©e. Leur porte-parole, Amadou KonarÃ©, a dÃ©clarÃ© qu'un comitÃ© national pour le redressement de la dÃ©mocratie et la restauration de l'Etat (CNRDR) "a dÃ©cidÃ© de prendre ses responsabilitÃ©s en mettant fin au rÃ©gime incompÃ©tent et dÃ©savouÃ© de M. Amadou Toumani TourÃ©", accusÃ© d'impuissance face Ã la rÃ©bellion touarÃ©gue. Un couvre-feu a Ã©tÃ© dÃ©crÃ©tÃ© jusqu'Ã un nouvel ordre et le capitaine Amadou Sanogo, prÃ©sident de ce CNRDR, a lancÃ© un appel au calme et condamnÃ© tout pillage. Des tirs sporadiques Ã l'arme lourde et de balles traÃ§santes ont retenti dans la nuit de mercredi Ã jeudi Ã Bamako, et les mutins ont temporairement contraint la radiotÃ©lÃ©vision nationale Ã cesser d'Ã©mettre. Les soldats mutinÃ©s ont attaquÃ© le palais prÃ©sidentiel mercredi soir, ce qui a conduit un fonctionnaire du ministÃ©re de la DÃ©fense Ã dire, sous le sceau de l'anonymat: "Nous savons maintenant que c'est un coup d'Etat qu'ils tentent". Amadou Toumani TourÃ© se trouve en lieu sÃ©curisÃ©, a-t-il ajoutÃ©, sans prÃ©ciser oÃ¹. Ces mutins sont mÃ©contents de l'attitude du pouvoir face Ã la progression de la rÃ©bellion touarÃ©gue et se plaignent de manquer d'armes et de ressources pour y faire face. VIVE INQUIÃ©TUDE DE L'UNION AFRICAINE Quelques heures avant l'intervention des mutins Ã la tÃ©lÃ©vision nationale, le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral des Nations unies, Ban Ki-moon, avait lancÃ© un appel au calme et demandÃ© ce que les dolÃ©ances des rÃ©voltÃ©s soient Ã©voquÃ©es dans un cadre dÃ©mocratique. Jean Ping, prÃ©sident de la CommunitÃ© de l'Union africaine (UA), s'est dÃ©clarÃ© "vivement prÃ©occupÃ© par les actes rÃ©prÃ©hensibles perpÃ©trÃ©s actuellement par certains Ã©lÃ©ments de l'armÃ©e malienne". Le prÃ©sident TourÃ©, au pouvoir depuis 2002, avait prÃ©vu de se retirer aprÃ©s l'Ã©lection prÃ©sidentielle, dont le premier tour devait avoir lieu fin avril. La colÃ©re n'a cessÃ© d'enfler rÃ©cemment au sein de l'armÃ©e contre le manque de moyens mis Ã sa disposition pour lutter contre le Mouvement national de libÃ©ration de l'Azawad (MNLA). Les rebelles touaregs du MNLA, qui revendiquent trois rÃ©gions septentrionales pour crÃ©er une enclave dans le nord du pays, ont engrangÃ© des succÃ©s sur le terrain ces derniÃ©res semaines, en partie grÃ¢ce au renfort de combattants de retour de la guerre civile en Libye. Ces combats ont fait des dizaines de morts et 200.000 dÃ©placÃ©s. Signe de l'ampleur de la mutinerie au sein de l'armÃ©e, deux sources militaires Ã Gao, dans le nord du Mali, ont confirmÃ© l'arrestation de plusieurs officiers supÃ©rieurs dans cette ville, qui sert de centre opÃ©rationnel rÃ©gional Ã l'armÃ©e. En fÃ©vrier, Bamako avait Ã©tÃ© briÃ©vement paralysÃ© par des barricades Ã©rigÃ©es par des centaines de Maliens colÃ©re, qui avaient brÃ©sÃ© des pneus dans les rues en signe de protestation contre l'incapacitÃ© des autoritÃ©s Ã mater la rÃ©bellion. Selon une source militaire, l'un des dÃ©clics des Ã©vÃ©nements de mercredi a Ã©tÃ© la visite du ministre de la DÃ©fense dans une caserne situÃ©e Ã Kati, Ã une vingtaine de kilomÃ©tres au nord de Bamako. "Le ministre est allÃ© parler aux soldats mais la discussion a mal tournÃ© et les gens se sont plaints de la gestion de la crise dans le Nord", a-t-on ajoutÃ© de mÃame source.